

Unité départementale de Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Metz, le 13 avril 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 avril 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEPE LA CROIX SAINT MARC

Espace européen de l'entreprise

1, rue de Berne

67300 Schiltigheim

Références : OTTANGE_PE-CROIX-SAINT-MARC_2023-04-13_RAPVI_DNE_24812

Code AIOT : 0006209626

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 avril 2023 dans l'établissement SEPE La croix Saint Marc implanté 57840 Ottange. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre d'un contrôle inopiné portant sur le respect du plan de bridage statique de l'ensemble des 8 aérogénérateurs du parc éolien de la SEPE La croix Saint Marc prescrit par l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°77 du 28 mars 2023 notifié le 7 avril 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE La croix Saint Marc
- 57840 Ottange
- code AIOT : 0006209626
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : non

La société SEPE La croix Saint-Marc est autorisée, par arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-120 du 18 mai 2016, à exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant 8 aérogénérateurs d'une puissance nominale totale de 16 MW sur le territoire de la commune d'Ottange.

La mise en service industrielle de ce parc éolien a été effectuée le 13 juillet 2018.

L'exploitation de ce parc est également encadrée par l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/N°77 du 28 mars 2023 prescrivant à la société SEPE La croix Saint-Marc des mesures visant à réduire l'impact du parc éolien de La croix Saint-Marc situé à Ottange sur le Milan royal et les chiroptères

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- bridage statique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bridage statique en faveur du Milan royal	AP complémentaire du 28/03/2023, article 2.2 partiel	/	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats, les conditions d'exploitation du parc éolien SEPE La croix Saint Marc sont susceptibles d'être non conformes aux dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2023 susvisé pour ce qui concerne les conditions de levée du bridage statique en période de migration pré-nuptiale du Milan royal.

À ce titre, l'inspection demande à l'exploitant de lui adresser dans un délai de 24 h suivant la date du présent rapport les éléments suivants :

- les enregistrements du 8 au 13 avril 2023 inclus permettant de justifier du respect de la mise en place du bridage lorsque les conditions de sa levée, prescrites par l'arrêté préfectoral du 28 mars 2023 susvisé, ne sont pas réunies ;
- les justificatifs prouvant que les essais portant sur le fonctionnement du système de bridage dynamique sont en cours lorsque les enregistrements mentionnés ci-avant ne permettent pas d'attester de la mise en place du bridage statique susvisé ;
- les justificatifs de la présence sur place d'un personnel qualifié capable de détecter les situations à risque et de déclencher manuellement l'arrêt des éoliennes lors des essais susvisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bridage statique en faveur du Milan royal

Référence réglementaire : AP complémentaire du 28/03/2023, article 2.2 partiel
Thème(s) : risques accidentels, protection du Milan royal
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'elles ne sont pas asservies à un système de bridage dynamique validé dans les conditions prévues à l'article 2.1, que ce système est inopérant ou que la visibilité est insuffisante pour permettre son fonctionnement, les éoliennes du parc éolien de La croix Saint-Marc sont maintenues à l'arrêt durant les périodes de migration des Milans royaux afin d'éviter leur mortalité. Cette mesure s'applique sur chacune des éoliennes, du lever du soleil jusqu'au coucher du soleil : <ul style="list-style-type: none">• lors de la période de migration pré-nuptiale du Milan royal, soit du 15 février au 15 avril ; [...] Ce bridage des éoliennes peut être levé lorsque les essais portant sur le fonctionnement du système de bridage dynamique sont en cours et sous réserve de la présence sur place d'un personnel qualifié capable de détecter les situations à risque et de déclencher manuellement l'arrêt des éoliennes. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements permettant de justifier du respect de la mise en place de ce bridage dans le respect des conditions citées ci-dessus.
Constats : Le jour de la visite, compris dans la période de migration pré-nuptiale du Milan royal fixée par l'article 2.2 susvisé, l'inspection a constaté en période diurne qu'a minima 6 des aérogénérateurs du parc éolien SEPE La croix Saint Marc étaient en fonctionnement.
Observations : Au regard des constats et dans la mesure où le système de bridage dynamique n'est pas validé à ce jour, les conditions d'exploitation du parc éolien SEPE La croix Saint Marc sont susceptibles d'être non conformes aux dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2023 susvisé pour ce qui concerne les conditions de levée du bridage statique en période de migration pré-nuptiale du Milan royal. À ce titre, l'inspection demande à l'exploitant de lui adresser dans un délai de 24 h suivant la date du présent rapport les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- les enregistrements du 8 au 13 avril 2023 inclus permettant de justifier du respect de la mise en place du bridage lorsque les conditions de sa levée, prescrites par l'arrêté préfectoral du 28 mars 2023 susvisé, ne sont pas réunies ;- les justificatifs prouvant que les essais portant sur le fonctionnement du système de bridage dynamique sont en cours lorsque les enregistrements mentionnés ci-avant ne permettent pas d'attester de la mise en place du bridage statique susvisé ;- les justificatifs de la présence sur place d'un personnel qualifié capable de détecter les situations à risque et de déclencher manuellement l'arrêt des éoliennes lors des essais susvisés.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : néant à ce stade